

Le Devoir, Montréal, Édition du mardi 22 avril 2003, - idées.

## Analyse - Quelques conclusions à tirer des élections - 1

# La dernière bataille d'un conflit « nationalitaire » qui a commencé avec l'échec de Meech

Pierre Drouilly  
Professeur titulaire de sociologie,  
Université du Québec à Montréal  
Jean-Herman Guay  
Professeur de science politique,  
Université de Sherbrooke  
Kristoff Talin  
Professeur invité de sociologie,  
Université du Québec à Montréal

Un après-midi d'analyse électorale -  
Élections 2003 : bilan et prospective -  
a été organisé par l'UQAM le 17 avril.  
Les auteurs ont souhaité rendre compte  
le plus largement possible de leurs  
conclusions sur les élections qui  
viennent de se dérouler. Aujourd'hui et  
demain, trois spécialistes de l'analyse  
politique vous livreront leurs réactions.

Une élection est faite d'électeurs et  
d'actes de vote mais, on l'oublie trop  
souvent, l'élection est un processus  
démocratique qui s'inscrit dans la  
durée et qui existe grâce à la présence  
de candidats. Qui sont ces héros des  
temps modernes, capables de braver  
les foudres médiatiques et d'échapper  
aux quolibets des électeurs ? Que nous  
disent-elles, que nous disent-ils durant  
une campagne électorale un peu  
particulière ? C'est ce que nous vous  
proposons de découvrir ensemble.

## De plus en plus de femmes

644 personnes se sont portées  
candidates le 14 avril. Elles émanaient  
de neuf partis reconnus auxquels  
s'ajoutaient 36 candidatures  
indépendantes. C'est sensiblement  
moins qu'en 1994 et en 1998 et  
sensiblement différent selon les  
différents partis. Ainsi, l'ADQ, le PLQ,  
le PQ, l'UFP -- qui avait des  
candidatures communes avec le Parti  
Vert du Québec --, représentaient à eux  
seuls 75 % des candidates et des  
candidats en lice. Cette situation est,  
en partie, imposée par le coût élevé  
d'une campagne électorale, qui  
décourage les petits partis. Ainsi, cinq  
partis autorisés n'ont pourtant déposé  
aucune candidature. D'un point vu  
scientifique, on ne peut manquer de se  
demander si cette concentration ne  
risque pas, à terme, de nuire à la  
démocratie en réduisant la palette des  
choix disponibles et en ne favorisant  
pas l'expression des minorités  
politiques.

Les femmes sont de plus en plus  
nombreuses à se risquer dans l'arène.  
Ainsi, 26,6 % d'entre elles tentent de  
devenir députées en 2003 contre 21,8

% cinq ans plus tôt. La palme de la féminisation revient aux « petits partis » qui n'ont pas d'enjeux électoraux forts. Ainsi le Parti marxiste léniniste du Québec atteint presque la parité avec 43,4 % de candidates alors que le Parti égalité est le moins égalitaire avec un faible 19,0 % de femmes. Parmi les partis susceptibles d'obtenir des députés, le PQ présentait 34,4 % de femmes, le PLQ 27,2 % et l'ADQ 25,6 %. Certes, ce score est encore loin de la parité mais on remarque qu'il progresse régulièrement, notamment dans les principaux partis politiques. En cinq ans, le pourcentage de femmes croît de 9,2 % au PQ, de 8,7 % à l'ADQ et de « seulement » 3,1 % au PLQ. Le parti de tous les Québécois ne serait-il pas celui de toutes les Québécoises ? Cette présence des femmes dans les candidatures se traduit dans les résultats. Il y a, en proportion, autant de femmes élues que de femmes candidates. Autrement dit, les femmes ont autant de chances d'être élues que les hommes.

## L'âge

Les candidates et les candidats ont un âge moyen de 43 ans en 2003 ce qui est proche de celui de 1998 (42 ans). Il y a donc un renouvellement des candidatures qui, même s'il est faible, existe. L'UFP, le PVQ et l'ADQ et surtout le Bloc Pot (29 ans) sont une source de jeunesse pour la gent candidate. L'ADQ, si elle ne joue pas la cause des femmes, joue en revanche celle des jeunes (41 ans). Il demeure ainsi le seul parti parlementaire à avoir une moyenne d'âge inférieure à 43 ans. Paradoxalement, c'est le parti dont l'âge moyen a le plus augmenté en cinq ans. Cette observation confirme que l'ADQ devient un parti « comme les autres » et que la jeune -- un de ses traits forts distinctifs au début -- est en train de s'estomper. L'apport de candidats d'expérience, Pierre Bourque

par exemple, s'accompagne mal d'un rajeunissement des candidatures. Le PLQ et le PQ avec une moyenne d'âge à peu près semblable, 47 et 48 ans, apparaissent comme des partis dont les cadres ont plus de mal à se renouveler.

Ainsi, nous sommes encore en présence d'une population largement masculine, relativement âgée et dont les profils varient selon les partis que les candidates et les candidats représentent. On peut, à juste titre, avoir l'impression qu'un acte de candidature à deux vitesses se profile avec d'une part les candidatures rurales, moins nombreuses, plus âgées et moins féminisées et d'autre part les candidatures dans les grandes métropoles où les différences d'âge, de genre se font moins sentir et où la course à la députation attire pourtant davantage de monde. Si les candidates et les candidats se ressemblent dans leurs caractéristiques, qu'en est-il de leurs discours ?

## Une campagne pleine de bruits

Le faible taux de participation (70,5 %) s'explique en bonne partie par le fait que deux sujets ont mobilisé l'attention des médias et celle des lecteurs. Si l'on ne considère que les deux quotidiens La Presse et Le Devoir, ont obtenu déjà une bonne image du bruit international qui a recouvert les débats électoraux. Pendant les 33 jours de la campagne, le président Bush a été cité dans 819 articles et Saddam Hussein dans 926 articles. Pendant la même période, Bernard Landry fut cité dans 539 articles et son adversaire libéral dans les mêmes proportions. En fait, il n'y a eu qu'une semaine où les projecteurs étaient braqués sur « nos affaires domestiques », c'est lors du débat et dans les jours qui ont suivi : un segment temporel qui a nettement

avantagé Jean Charest. Plusieurs avaient donc « la tête ailleurs ».

L'autre cause de la faible participation -- celle des souverainistes en particulier -- tient au fait que l'électorat ne fut pas mobilisé sur la question nationale. Pour une première fois depuis trente ans, l'axe gauche-droite a dominé la scène. Cette nouvelle polarisation s'explique par :

- l'arrivée de l'UFP qui concentre des partis de gauche ;
- la montée de l'ADQ, nettement associée à la droite ;
- le déplacement du Parti québécois vers la gauche, craintif de voir une réédition de la partielle de Mercier.

Cette reconfiguration de l'échiquier politique a fait en sorte que les enjeux les plus importants touchaient directement les responsabilités de l'État : santé et éducation. La souveraineté n'a occupé les médias que pendant les jours qui ont suivi le débat ; notamment avec l'affaire Parizeau. Dans la mesure où la question constitutionnelle n'était pas un enjeu majeur, les griefs à l'endroit du gouvernement ont, même dans les couches nationalistes, supplanté l'adhésion à « la cause ».

## La campagne des médias

L'examen attentif du nombre d'articles où l'on cite les chefs des partis est révélatrice à plus d'un égard. Au début, les médias accordaient souvent plus d'importance à Mario Dumont qu'à Jean Charest. Au cours de la dernière semaine, le chef de l'ADQ est nettement relégué au rang de joueur secondaire. Le débat a transformé Jean Charest en un joueur de premier plan.

Lorsqu'on trace en parallèle la courbe des intentions de votes attribuées aux différents partis politiques, la corrélation est manifeste. Quant à

savoir si c'est l'intérêt des médias qui a provoqué le déplacement des intentions de vote ou l'inverse, l'analyse ne permet pas d'établir une antériorité de l'oeuf ou de la poule. Un phénomène demeure : l'ADQ a toujours eu plus de place dans les deux quotidiens que ce que les sondeurs lui accordaient dans les opinions. Pour sa part, l'UFP, une jeune formation qui n'a pas un an, a reçu une soixantaine d'articles de La Presse et du Devoir; un score qui satisfaisait Gordon Lefebvre, conseiller au programme. C'est cependant nettement moins que Star Académie qui s'est retrouvé dans 82 articles !

## Une campagne dans une continuité historique

Le nez collé sur l'arbre, on perd de vue l'ensemble du processus. Cette campagne constitue la dernière bataille d'un conflit « nationalitaire » qui a commencé avec l'échec de Meech. Cet événement avait provoqué une croissance marquée des appuis à la souveraineté, atteignant la barre des 60 %. Bon nombre d'analystes avaient diagnostiqué un phénomène structurel, irréversible. Les huit dernières années nous ont prouvé le contraire. La remontée du Parti libéral du Canada, l'effritement des appuis à la souveraineté dans les enquêtes d'opinion et son effacement de l'agenda des médias, le tout joint à la désaffection de l'ADQ du camp souverainiste, tous ces facteurs contribuent à rendre, dans la réalité et dans les perceptions, plus hypothétique que jamais la souveraineté du Québec. C'est aussi dans ce contexte général que beaucoup de souverainistes mous ont hésité à se rendre dans les bureaux de vote.

La défaite du Parti québécois, qui malgré une performance exceptionnelle de l'économie, n'obtient

que 33 %, son pire score depuis 1973, s'inscrit dans un processus qui semble s'achever. Privé de l'agenda gouvernemental, les souverainistes entrent dans une période d'examens de conscience qui pourrait les amener dans une morosité profonde et faire implorer le PQ. Bien plus, Jean Charest et Paul Martin, plus pragmatiques et moins trudeauistes que Jean Chrétien et Stéphane Dion, pourraient formuler une asymétrie avantageuse pour le Québec en concoctant des ententes administratives majeures. Forts de l'expérience de Meech et Charlettetown, ils savent tous les deux

que l'enjeu ne doit pas être symbolique mais budgétaire et fiscal. S'ils relèvent le défi, il se pourrait que les appuis à la souveraineté tombent à 10 ou 15 %, cette option retomberait dans la marginalité. S'ils échouent on peut penser que les souverainistes pourraient connaître un rebond ! Ils devront cependant éviter de sortir leurs vieux habits fripés et trouver de nouveaux arguments pour convaincre leurs concitoyens.

La seconde partie de cette analyse rédigée pour Le Devoir sera publiée demain.

Le Devoir, Montréal, Édition du mercredi 23 avril 2003, page A 7 - idées

## Analyse - Quelques conclusions à tirer des élections - 2

### Victoire libérale ou défaite péquiste ?

Pierre Drouilly, professeur titulaire,  
Département de sociologie, UQAM  
Jean-Herman Guay  
Professeur de science politique,  
Université de Sherbrooke  
Kristoff Talin  
Professeur invité de sociologie,  
UQAM

Au début de la campagne électorale, on pouvait s'attendre à ce que ces élections soient un clone de celles de 1998 : le PLQ en avance dans le vote populaire, le PQ avec une majorité de sièges et l'ADQ reléguée au rang de particule. En fait, le 14 avril dernier, nous avons plutôt eu un clone des élections de 1985, alors que l'abstention d'une importante partie de l'électorat péquiste avait assuré la victoire aux libéraux.

### Le vote linguistique

Avec 45,9 % des voix exprimées, le PLQ devance clairement le PQ (33,2 %) et l'ADQ (18,2 %). Par rapport à 1998, il s'agit d'une progression de 2,4 % pour le PLQ, d'une hausse de 6,4 % pour l'ADQ et d'un recul de 9,7 % pour le PQ. Mais une fois de plus, comme la quasi-totalité des non-francophones a appuyé le PLQ, la répartition des forces dans l'électorat francophone est tout autre. Parmi les francophones, le PQ mène toujours avec 40,7 % des voix (11,9 % de moins qu'en 1998,

toutefois), devant le PLQ à 33,6 % (30,8 % en 1998), et l'ADQ à 22,3 % (14,5 % en 1998). Ces chiffres sont exactement ceux que les sondages nous annonçaient.



Dans la région de Montréal, où se concentre l'immense majorité des non-francophones, le PQ mène encore plus

nettement chez les francophones, avec près de 50 % (6 % de moins qu'en 1998), devant un PLQ à 26 % (25 % en 1998) et l'ADQ à 17 % (15 % en 1998). Dans cette région, donc, c'est plutôt le statu quo, même si le PQ a perdu les circonscriptions de Laval.

## La participation électorale

Le fait majeur de ces élections est évidemment leur faible taux de participation de 70,5 % (le plus bas depuis 1927 !), comparativement à 78,3 % en 1998. Malgré un accroissement de près d'un quart de million d'électeurs inscrits, le nombre de votants a diminué d'un quart de million. Le PQ recule de 475 000 votes, le PLQ recule de 17 000 votes et l'ADQ progresse de 216 000 votes. Le taux de participation a reculé dans toutes les circonscriptions, mais de façon inégale.

À Montréal, par exemple (les 38 circonscriptions de Montréal, Laval et Longueuil totalisant 1 800 000 électeurs), on enregistre une chute de 10 % du taux de participation (-127 000 votants), et cette baisse a touché autant le PQ (perte de 82 000 votes) que le PLQ (perte de 62 000 votes), l'ADQ restant stable (gain de 4000 voix).

En dehors de Montréal (87 circonscriptions), dans les 35 circonscriptions conservées par le PQ (1,5 million d'électeurs), le PLQ enregistre une progression fort modeste de 24 000 votes, le PQ, une perte de 134 000 votes, et l'ADQ, une progression de 57 000 votes, alors que le total des suffrages exprimés a chuté de 42 000 voix.

Dans les 48 circonscriptions remportées par le PLQ (deux millions d'électeurs), le PLQ enregistre ici aussi une progression minimale de 23 000 votes, le PQ, une perte de 236 000

votes, et l'ADQ, une hausse de 130 000 votes, alors que le total des suffrages exprimés a chuté de 76 000 voix.

Dans les deux cas, les progrès du vote libéral sont très faibles, une bonne part du vote péquiste semble s'être réfugiée dans l'abstention mais une autre part non négligeable semble être passée à l'ADQ.

Enfin, dans les quatre circonscriptions remportées par l'ADQ, la participation est restée stable depuis 1998, le PLQ enregistrant une perte de 2000 votes, le PQ, une perte de 24 000 votes, et l'ADQ, un gain de 25 000 votes.

## Les défusions

L'enjeu des fusions municipales a beaucoup fait parler pendant la campagne électorale, et tout le monde a observé que le PQ a perdu beaucoup de circonscriptions concernées par cet enjeu, dont certaines étaient de véritables châteaux forts. À Montréal, bien entendu, cet enjeu a pu jouer, mais le vote non francophone masque les mouvements de votes que l'on pourrait attribuer à cet enjeu puisque la domination libérale y est toujours aussi forte.

Nous avons regroupé 16 circonscriptions francophones de l'extérieur de Montréal où cet enjeu a pu jouer (Chicoutimi-Jonquière, Québec, Trois-Rivières ainsi que dans le « 450 ») : on y retrouve trois quarts de million d'électeurs. Effectivement, le PQ y a subi des pertes sévères, passant de 48,9 % des votes en 1998 à 32,2 % cette année.

Dans ces circonscriptions, le taux de participation est resté assez stable, passant de 80,3 % en 1998 à 78,5 % en 2003, avec une augmentation de 4000 votes exprimés. Le PQ y a subi une perte de 94 000 votes, mais le PLQ

n'en a récolté que 38 000, et l'ADQ, 58 000 : c'est donc dire que ce vote de mécontentement est davantage allé à l'ADQ qu'au PLQ (dans Chutes-de-la-Chaudière, cela a donné un gain à l'ADQ, l'immense majorité de ces autres circonscriptions passant au PLQ).

## Le Québec « tranquille »

Depuis quelques années déjà, nous avons identifié une région du Québec que nous avons appelée le « Québec tranquille » : il s'agit essentiellement des circonscriptions plus rurales de la rive sud du Saint-Laurent. De Rivière-du-Loup jusqu'à la Beauce, de Nicolet-Yamaska et Lotbinière jusqu'en Estrie, de même que le long de la frontière avec les États-Unis, on retrouve une vingtaine de circonscriptions qui se caractérisent par le fait qu'au cours des neuf élections depuis 1970 et des trois référendums de 1980, 1992 et 1995, elles ont toujours eu un vote francophone souverainiste inférieur au vote francophone souverainiste de l'ensemble du Québec. Ces circonscriptions sont toujours « molles » à l'endroit des options souverainistes : certaines ont déjà élu des députés péquistes, mais de façon intermittente.

Cette vaste région a une structure sociale particulière : une population vieillissante (à cause de l'exode rural), faiblement scolarisée, à forte composition agricole et ouvrière (de 60 à 75 % des hommes de ces circonscriptions sont des cols bleus), à faible revenu (le revenu y équivaut aux deux tiers de celui de l'ensemble du Québec), mais avec un chômage plus faible que la moyenne du Québec (c'est pour cette dernière caractéristique que des régions comme la Gaspésie, la Côte-Nord ou l'Abitibi-Témiscamingue, qui connaissent depuis toujours un chômage chronique, n'en font pas partie). C'est une région

rurale, parsemée de petites villes où les PME sont très présentes : la Beauce en est l'archétype. C'est en quelque sorte le Québec « oublié », oublié par la Révolution tranquille, oublié par les centres urbains (Montréal et Québec), oublié par le gouvernement...

En 1998, le vote se répartissait ainsi dans le Québec « tranquille » : PLQ, 40,9 %, PQ, 44 %, et ADQ, 14,4 %. Les résultats en 2003 ont été les suivants : 40,4 % au PLQ (-0,5 %), 29,4 % au PQ (-14,6 %) et 28,7 % à l'ADQ (+14,3 %). La participation électorale y est passée de 80,2 % en 1998 à 73,9 % en 2003.

C'est dans cette région que l'ADQ y a fait l'essentiel de ses gains (87 000 votes de plus), le PLQ y perdant 17 000 votes, et le PQ, 108 000 votes. L'ADQ y a fait élire trois de ses quatre députés (Rivière-du-Loup, Beauce-Nord et Lotbinière). Alors qu'en 1994 et 1998, le vote de l'ADQ se répartissait assez uniformément à travers le Québec, exprimant un vote de mécontentement indifférencié, le scrutin de 2003 nous montre un vote adéquate plus typé : dans les circonscriptions du Québec « tranquille », le vote pour l'ADQ est toujours supérieur à son score pour l'ensemble du Québec et généralement compris entre 30 et 40 %. Le discours de Mario Dumont, discours antiétatique, hostile aux fonctionnaires, aux réglementations gouvernementales, à la « paperasse » administrative, aux syndicats « qui ont trop de pouvoir », etc., a trouvé là un terrain fertile.

Rappelons, pour mémoire, que c'est dans cette région du Québec que les créditistes avaient fait élire, en 1970, huit de leurs douze députés, et c'est encore dans cette région que l'Union nationale avait fait élire, en 1976, neuf de ses onze députés.

## Conclusion

À la suite des élections du 14 avril, le Québec est donc divisé en trois blocs. D'une part, l'électorat non francophone, toujours unanimement derrière le PLQ, auquel se joignent à peine le tiers des francophones : le PLQ représente bien le parti des « Canadiens » fédéralistes. Le mode de scrutin lui a donné une victoire forte, mais au chapitre des comportements électoraux, il n'y a pas eu de vague : ce fut au mieux une vaguelette.

D'autre part, l'ADQ est clairement devenue aujourd'hui un parti « néocréditiste », trouvant appui sur le

quart de l'électorat francophone, cette partie plus traditionnelle du Québec, en quelque sorte « canadienne-française », qui n'a pas encore tout à fait accédé à la modernité politique.

Enfin, le PQ est toujours le parti des Québécois (avec 41 % des appuis francophones) mais il s'est fait fortement écharper par l'abstention d'une partie de son électorat naturel, par le mécontentement suscité par les fusions municipales et par la perte, dans le Québec « tranquille », des maigres appuis qu'il pouvait y trouver. Le PQ a été battu, certes, mais il n'est pas encore vaincu.